

Etaient présents

Pour SAINT-PREST ENVIRONNEMENT et GASVILLE/OISEME

François BREDON - Martine CARRE, Jean FERRIERE, Roger TOUTAIN

Marie-Claude et Claude BELHOMME représentant la commune de GASVILLE/OISEME

Christian LENCLUD, ami de Nicolas HULOT, par l'intermédiaire de qui nous avons pu obtenir ce rendez-vous, et nous l'en remercions vivement.

Maître de BEAUREPAIRE, avocate qui nous a assistés dans notre démarche

Pour AGIR UNIS A 154

Laurent BORDEAU et Sandra RENDA

Pour JOUONS COLLECTIF

François BREDON et Laurent BORDEAU, représentaient JOUONS COLLECTIF en leur qualité de membres du Conseil d'Administration

Nous avons été reçus par

Madame Marie-Claire DAVEU, Directrice de cabinet de Madame KOSCIUSKO-MORIZET, Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat

Assistée de Monsieur **Dominique RITZ**, chargé de la sous-direction des infrastructures de transport

Après avoir exposé les motifs de notre démarche, nous avons notamment insisté sur le fait que nous étions opposés au projet tel qu'il nous était proposé, notamment au passage par l'Est, en raison des nombreuses nuisances qu'une infrastructure passant dans nos villages apporterait, sans oublier le massacre de notre vallée.

Pourquoi ne pas terminer les quelques 15 km de 2 x 2 voies qui restent à réaliser sur le sud (après les dernières réalisations et celles en cours notamment le barreau de PRUNAY LE GILLON) et aménager l'existant par l'Ouest.

Notre inquiétude est d'autant plus importante que nous entendons dire que ce projet se fera de toute façon.

La réponse de Madame DAVEU a été très claire

« IL N'Y A AUCUN TRACE D'ARRETE »

Des études approfondies vont être menées dans le cadre du Comité de suivi.

L'urgence de l'aménagement est dictée par la sécurisation de cet axe.

Une fois le périmètre et les fonctionnalités définis avec les partenaires locaux, il y aura la phase d'études et de discussion jusqu'à l'enquête publique.

Plusieurs scénarii doivent être proposés à la concertation, le passage par l'Est, ou passage par l'Ouest ou l'aménagement de l'existant.

Madame DAVEU nous a fortement encouragés à suivre l'évolution des travaux du Comité de suivi, à demander un compte-rendu des réunions intermédiaires qui pourraient avoir lieu avec différents interlocuteurs sur des sujets plus spécifiques ne justifiant pas la présence de tous les acteurs du Comité de suivi.

A nous d'apporter des éléments pour appuyer notre proposition.

Le calendrier possible est estimé au mieux à :

- Automne 2013, Ouverture de l'Enquête publique
- une mise en service en 2020.

Nous avons fait remarquer que la RN 154 n'était pas plus accidentogène, voire moins que les routes départementales ou les autoroutes.

Dominique RITZ doit ressortir les statistiques correspondantes.

AGIR UNIS A154

Laurent BORDEAU est intervenu pour confirmer qu'ils ne voulaient pas d'une concession autoroutière, qui était en contradiction avec le Grenelle de l'Environnement.

Il demande la finalisation de l'aménagement du tronçon sud (15 km) ainsi que le développement du transport ferroviaire de proximité et du fret.

L'argument de sécurisation n'est pas recevable si l'on tient compte des statistiques récentes sur les accidents survenus en 2010 sur la RN 154

Il a fait part de son incompréhension quant à la création du comité de suivi alors que la procédure du SNIT (Schéma National d'Infrastructures de Transport - outil au service d'une mise en œuvre des orientations transport du Grenelle) et la consultation du CESE (Conseil Economique, Social et Environnemental) et du parlement n'avait pas donné ses conclusions.

Madame DAVEU a répondu que les procédures étaient très longues et qu'il fallait avancer en parallèle, les travaux s'imbriqueront en finalité pour tenir compte de tous les acteurs.

Madame DAVEU nous a conseillé de l'alerter si nous rencontrions un souci quelconque qui ne pourrait pas être réglé localement.

La réunion s'est terminée à 18 heures, Madame DAVEU étant appelée par ailleurs.

Nous avons pu continuer à échanger ensuite avec Dominique RITZ pour insister sur nos préoccupations.